

À l'attention de :

Mot de la présidente: Est-ce que les femmes se tournent toujours vers la FFO?	3
Le mouvement des femmes et la représentation politique féminine: des liens à renforcer	4
Vers l'organisation politique des féministes?	4
Le mouvement féministes: solidaire d'autres mouvements ou isolé?	5
Les femmes sont-elles en retard par rapport aux changements technologiques?	6
Les femmes cadres et professionnelles, des modèles à imiter?	7
La consommation des services médicaux	8
Plus d'enfants dans les familles québécoise, mais à quel prix?	9
Vidéoclips: vendeurs de rêves et d'illusions	10
Qui sont les futurologues féministes?	11
Hommage à Gabrielle Hotte	12
Entre nous	12

Bilan et perspectives!

**C'est pour moi comme une
invitation à poursuivre...**





Est-ce que les femmes se tournent toujours vers la FFO?

Cette année plus que jamais, à l'aube du 25e anniversaire de la FFO, pouvons-nous répondre à cette question?

En étant extrêmement honnêtes, en ne gonflant absolument pas la réalité, nous pouvons affirmer que notre Fédération a su projeter l'image d'un organisme qui porte intérêt, ou qui est susceptible de le faire, à tous les dossiers qui touchent de près ou de loin la condition féminine. Les femmes ne se tournent pas vers la FFO pour des problèmes individuels puisque nous ne sommes pas un groupe qui offre des services. Personne ne s'en étonne d'ailleurs. Ce sont presque toujours des groupes de femmes (membres ou non membres de la FFO), qui font appel à nous et qui nous demandent d'entreprendre des actions collectives ou de nous associer à eux bien que, à l'occasion, nous soyons aussi appelées à nous joindre à des regroupements mixtes, c'est-à-dire comprenant des instances autres que les groupes de femmes.

Ces dernières années, la FFO s'est jointe à de nombreuses coalitions; par exemple, les allocations familiales, la réforme des régimes de rentes, la pornographie, l'accès à l'avortement libre et gratuit ainsi que les programmes d'accès à l'égalité sont des dossiers pour lesquels s'est fait sentir le besoin d'une action large représentant le plus grand nombre possible de femmes. Plus près de nous, les dossiers de la réforme de l'aide sociale et du plein emploi nous ont aussi amenées à serrer les coudes avec ceux et celles dont les intérêts et les objectifs rejoignent les nôtres. Il semble également, suite au Colloque sur l'équité en emploi tenu au «Y» des femmes en mars, que les groupes qui ont fait pression ensemble pour l'adoption des règlements sur les programmes d'accès à l'égalité se verront de nouveau appelés à conjurer leurs énergies pour faire progresser le dossier de l'équité salariale.

D'une manière plus indirecte, mais non moins réelle, la croissance même de la FFO témoigne de la place qu'elle occupe dans le mouvement des femmes et des attentes qu'on loge à son égard. Une trentaine d'associations sont devenues membres de la Fédération dans les trois dernières années et la campagne de recrutement, en cours en 89, est très encourageante.

Qu'en sera-t-il dans les années à venir? Quel rôle jouerons-nous, qu'attendront les femmes de nous? Cela est évidemment très difficile, pour ne pas dire impossible, à prédire

pour les cinquante prochaines années mais la situation d'aujourd'hui permet tout de même de dégager quelques tendances et d'entrevoir ce qui se dessine pour les dix, quinze ou vingt ans à venir. D'une part, que cela nous plaise ou non, le militantisme va changer de formes et de lieux. C'est déjà amorcé. Le discours sur l'autonomie financière des femmes coule de source depuis vingt ans. Les femmes, logiques avec elles-mêmes, ont donc envahi le marché du travail. Elles se confrontent aujourd'hui à une double tâche qui laisse peu de temps libre et, par conséquent, peu de place pour l'action dans les groupes de femmes. Ces derniers doivent donc se structurer différemment, c'est-à-dire s'appuyer de plus en plus sur le travail d'un personnel salarié pour qui la défense et la promotion des droits des femmes sont intégrées à la description de tâches.

Pour ma part, je crois que le mouvement des femmes a très largement profité de l'apport des femmes au foyer. Celles-ci ont offert sans compter ce qui est devenu une denrée rare: leur temps. Plus que cela, oserais-je avancer, leur situation leur permettait de prendre un certain recul par rapport au reste de la société. Il est à craindre, dans une certaine mesure, que la très grande majorité des femmes sera, dans l'avenir, par la force des choses, davantage tournée vers la solution de problèmes individuels qu'orientée vers la solution de problèmes collectifs. Ce qui ne veut pas dire, par contre, que les femmes ne seront plus conscientisées aux enjeux collectifs et qu'elles n'auront plus besoin d'instances pour les représenter sur le plan collectif. Au contraire même. Il sera probablement encore plus vital, pour la consolidation des acquis et la poursuite de nos objectifs d'une véritable égalité, de pouvoir recourir à une structure organisée qui représentera le complément aux luttes morcelées. Dans le contexte des prochaines années, il apparaît donc peu probable que les groupes de femmes connaissent une croissance comparable à celle des années 70. Ceux qui survivront auront des défis de taille à relever. Dans une société où peu de mouvements

sont considérés assez fondamentaux pour ne pas être considérés comme des *modes* quand ils font surface, le mouvement des femmes de demain devra rivaliser de finesse, de stratégie, de créativité et d'intelligence pour ne pas être taxé de *dépassé de pas à la mode*. Les médias se plaisent de plus en plus à parler au passé du mouvement des femmes; l'expression *post féminisme* est elle-même en voie de devenir un lieu commun. C'est tout dire. Si, avant même d'avoir donné à toute la problématique reliée à la condition féminine la place qui devait lui revenir, on considère déjà cette problématique comme réglée, qu'en sera-t-il demain?

La FFO a montré sa capacité de prendre sa place dans l'ensemble de la conjoncture sociale. S'il est vrai que le passé est garant de l'avenir, la Fédération peut se donner comme objectif d'être un des piliers du mouvement des femmes de demain. Pour nous comme pour d'autres, la situation qui prévaudra exigera un personnel accru et une base financière plus stable. Pour consolider la situation financière de la FFO, nous aurons à convaincre des milliers de Québécoises que si elles n'ont pas le temps de travailler avec nous, nous nous donnons quand même la mission de travailler pour elles et, qu'en retour, elles doivent nous appuyer dans toute la mesure où leurs moyens financiers le permettent. Nous devons miser, à n'en pas douter, sur des manifestations de solidarité différentes de celles que nous avons expérimentées jusqu'à maintenant. Les ajustements que nous aurons à faire ne devraient cependant pas être perçus comme le présage d'une extinction imminente. Notre capacité non pas de résister mais de faire face au changement sera la plus belle preuve de notre stabilité et de notre maturité.

Ginette Busque
Présidente



Le mouvement des femmes et la représentation politique féminine: des liens à renforcer

par Chantal Maillé

Si l'on vise à atteindre un seuil de représentation des femmes en politique se situant autour de 50%, il nous semble évident que ceci ne sera possible que sur la base d'une action concertée. Jusqu'à aujourd'hui, le plus haut seuil atteint, en termes de pourcentage de femmes élues, est 25% au Conseil municipal de Montréal, toutes les femmes élues provenant du RCM. Or, c'est le parti où il y a eu le plus de pressions à l'interne sur la question, pressions exercées par un comité-femmes ayant des liens d'affiliation avec le mouvement des femmes québécoises. De plus, ce parti jouissait d'une conjoncture favorable à une telle ouverture puisque, n'ayant jamais occupé le pouvoir, peu de districts étaient déjà attribués à une personne en titre. Il est en effet plus difficile d'imposer de nouvelles figures dans un parti qui a déjà des personnes fortement identifiées à une circonscription électorale. Dans un tel cas, on peut penser qu'il est plus difficile pour les femmes de percer à moins qu'elles ne soient déjà fortement implantées dans leur territoire. Ceci dit, le libre arbitre laissé aux militant-e-s

lors des conventions, dans la majorité des partis, principe au cœur du fonctionnement démocratique de ces institutions et par conséquent difficilement contestable, n'est pas le meilleur gage pour assurer l'augmentation de la représentation politique féminine. Il faut en effet tenir compte de la misogynie courante des stratèges politiques qui, pour des considérations électoralistes douteuses, discréditent souvent les candidatures féminines.

Il nous semble y avoir là un terrain propice à des interventions du mouvement des femmes: exiger par exemple de la part des partis politiques la mise en place de quotas dans le nombre de candidatures féminines et masculines. Malgré les nombreuses réticences que cette mesure risque de soulever, son efficacité a été démontrée dans le contexte des pays nordiques, là où, à l'heure actuelle, la représentation politique féminine est la plus élevée au monde. Cela n'est certainement pas simplement attribuable au mode de scrutin par représentation proportionnelle puisque d'autres pays ayant également ce mode de scrutin n'ont pas connu de progression semblable du nombre de femmes élues.

Il faut relativiser l'idée que ce sont surtout des obstacles inhérents à la vie des femmes qui expliqueraient leur absence, jusqu'à aujourd'hui, des postes d'élus. On peut en effet croire que les résistances étaient davantage du côté des structures politiques, lesquelles ont perpétué jusqu'à très récemment des modèles d'organisation excluant les femmes et ce, bien après que ces dernières eurent conquis leur pleine citoyenneté politique. Car il s'est trouvé bon nombre de femmes pour se laisser tenter par la politique à partir du moment où ces structures sont devenues davantage accessibles.

À partir de l'expérience du RCM, on peut penser qu'il y a un aspect fort important qui doit être pris en compte: celui de la sollicitation faite auprès de femmes. Les femmes étant encore largement minoritaires dans les lieux de pouvoir, peu d'entre elles songent à se présenter et ce, malgré l'excel-

lence de leurs atouts. Les femmes ont besoin d'être sollicitées, de sentir qu'elles ont des appuis solides avant de poser leur candidature. Ces motifs nous incitent à penser qu'il faudra énoncer de nouvelles règles du jeu visant précisément à solliciter des candidatures féminines pour faire augmenter le nombre d'élus. Et c'est sur cette question que le mouvement des femmes aura, dans l'avenir, un rôle à jouer. Jusqu'à très récemment, son impact sur l'émergence d'une élite politique féminine au Québec a été principalement le fait de son action pour changer globalement les conditions d'insertion sociale des femmes ce qui, en conséquence, a permis l'accès au pouvoir politique d'une première génération de femmes. Mais nous croyons que l'heure est véritablement à l'élaboration de stratégies de la part du mouvement des femmes pour assurer une représentation politique féminine décente et solidaire des intérêts du mouvement.

Vers l'organisation politique des féministes?

par Françoise David

L'R des centres de femmes

Le 8 mars dernier, dans un éditorial intitulé: **D'un 8 mars à l'autre**, Jean-Claude Leclerc écrivait ceci:

Si vraiment l'égalité doit devenir une qualité structurante non seulement des relations personnelles mais aussi des rapports sociaux, le féminisme ne pourra longtemps se passer d'un minimum d'organisation propre ...¹

L'éditorialiste s'étonne, dit-il, qu'aucune organisation féministe ne donne d'impulsion générale. Il est vrai qu'au Québec, la situation du mouvement des femmes est assez unique! Peu de pays au monde peuvent probablement se vanter de compter autant de groupes de femmes - au minimum, 1500 - actifs dans tous les secteurs de la société et dans toutes les régions. Le plus étonnant, c'est que ces groupes sont autonomes, indépendants les uns des autres même s'ils collaborent fréquemment entre eux sur une base ponctuelle. Les tables de concertation sont nombreuses, des coalitions naissent et durent le temps des luttes, les conférences de presse communes se multiplient au fil des mois. Mais, et c'est important, aucun de ces groupes, si imposant soit-il, ne veut et ne peut prétendre représenter à lui seul les intérêts du mouvement des femmes au Québec.

Il n'y a donc pas d'organisation politique unique pour représenter les femmes mais un réseau, un mouvement sans structure établie une fois pour toutes. Beaucoup de femmes et de groupes de femmes sont satisfaits de cette situation qui consacre le pluralisme des idées et des stratégies au sein du féminisme québécois.

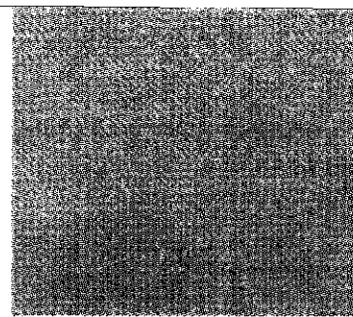
Il serait intéressant de nous demander, par contre, à la veille du Colloque de la FFQ, si le mouvement des femmes n'aurait pas intérêt à se regrouper davantage autour ou au sein d'une organisation à caractère politique, non-partisane, bien sûr. Alors que des batailles majeures s'annoncent pour les femmes en cette fin de décennie - libre-choix, services de garde, fiscalité, emplois, développement des groupes d'aide aux femmes en difficulté, autonomie des groupes de femmes, aide sociale, etc. - n'agissons-nous pas parfois en rangs un peu dispersés? Le désir légitime de conserver le leadership de chacun de nos organismes dans les dossiers qu'il a pris en charge et pour lesquels il est le spécialiste entre-t-il pas parfois en contradiction avec la nécessité de nous unir pour gagner?

Dans ce contexte, quel rôle unificateur pourrait et devrait jouer la Fédération des femmes du Québec? Est-il possible et souhaitable qu'elle propose à ses groupes-membres et aux autres groupes de femmes des stratégies de lutte dans les dossiers dont elle fait l'analyse? La FFQ peut-elle et doit-elle ouvrir la voie à une organisation politique des femmes québécoises? Comment cela peut-il se faire sans diluer trop fortement nos analyses et nos actions surtout les plus radicales?

Je n'ai pas de réponses à ces questions. Mais, un an avant l'aboutissement des États généraux des femmes, j'ai le goût de les poser et de les soumettre à la discussion.

N'avons-nous pas rêvé parfois d'un pouvoir féministe, respectueux d'une diversité d'opinions et de stratégies sur des sujets spécifiques mais travaillant à l'idéal commun d'une société égalitaire, humaniste et non discriminatoire? Le mouvement des femmes n'est-il pas porteur d'un projet de société... à réaliser?

1 *Le Devoir*, 8 mars 1989, p. 6



Le mouvement féministe: solidaire d'autres mouvements ou isolé?

par
Anne-Marie Gingras

Depuis son regain de vie du milieu des années 60, le mouvement féministe québécois s'est inscrit au coeur des changements de société. Il a

donc été influencé dans une certaine mesure par les mouvements pacifiste, syndical, écologiste, socialiste, nationaliste, par le mouvement de défense des consommateurs et consommatrices et par la libération sexuelle, comme il a, en retour, exercé des pressions sur ces mouvements.

Ceci dit, la parenté idéologique du féminisme avec ces mouvements n'empêche cependant pas les divergences d'intérêts ou les frictions. On ne saurait être trop candide et croire que les luttes de pouvoir étant (supposément) le propre des hommes, nous sommes à l'abri de ces écueils. De plus, la parenté idéologique n'exclut pas que certains enjeux féministes s'opposent aux objectifs d'un autre mouvement a priori voisin.

Féminisme versus syndicalisme

Les liens du mouvement féministe avec les syndicats ne sont pas simples. Les organisations syndicales québécoises constituent d'immenses boîtes aux ressources financières et humaines considérables. À côté d'elles, les groupes de femmes se trouvent - avec raison - minuscules, pauvres en argent et en militantes. Depuis plusieurs années, des femmes ont acquis des réputations enviables et des postes convoités à l'intérieur du mouvement syndical.

Plusieurs ont amené avec elles des préoccupations féministes évidentes. À l'heure actuelle, les ressources dont elles disposent pour défendre les intérêts des femmes sont bien plus considérables que les ressources des groupes de femmes. Elles sont donc des interlocutrices privilégiées pour le gouvernement. Et tant mieux si la CSN réussit à faire avancer le dossier de l'équité salariale avec le gouvernement québécois.

Tout ceci ne doit pas nous faire perdre de vue un certain nombre de questions. Le dossier *femmes* de certains syndicats est le moyen idéal de redorer leur blason; ce n'est un secret pour personne que les organisations syndicales n'ont pas tellement bonne presse depuis la montée de l'individualisme et la mode de l'entrepreneurship des dernières années, depuis

Avoir le courage de
bousculer, n'est-ce pas un signe
d'espoir et de maturité?



les négociations collectives de l'hiver 82-83 aussi. Les syndicats tirent donc profit (profit mérité dans plusieurs cas) de ce qui reste du succès du féminisme pour attirer la sympathie de l'opinion publique et de la presse. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à regarder les journaux du 8 mars ...

L'on pourrait presque dire que le féminisme est ici victime de son succès, puisque d'autres mouvements sociaux (ainsi que des partis politiques et même des gouvernements) tentent de s'approprier sa problématique. Le hic, ce n'est pas que d'autres participent à nos luttes; en fait, plus nous serons nombreux et nombreuses à viser les mêmes buts, mieux ce sera. Le hic, c'est que certains objectifs syndicaux se trouvent en contradiction flagrante avec les buts des féministes, que certains syndicats fonctionnent encore trop de façon patriarcale¹ et que peu de personnes osent interpellier les syndicats là-dessus. Évidemment, les syndicalistes féministes sont des alliées à qui il peut être difficile de rappeler leurs contradictions...

Prenons, par exemple, l'action positive, c'est-à-dire l'embauche et la promotion de femmes au lieu d'hommes à compétences égales. Comment ne pas opposer cette initiative au sacro-saint principe de l'ancienneté auquel les syndiqué-e-s tiennent comme à la prunelle de leurs yeux?

Les liens du mouvement féministe avec les syndicats sont d'autant plus complexes que ces derniers ont mis en marche une foule de coalitions depuis quelques années et qu'à mon avis - voici un crime de lèse-majesté! - ils remorquent littéralement la FFQ en ce qui concerne un certain nombre d'initiatives.

Résultat: si les coalitions peuvent objectivement être très utiles, reconnaissons que nous avons peine à suffire aux demandes syndicales. Nous avons été constamment mobilisées pour des coalitions de toutes sortes et nous, de la FFQ, avons eu tendance à entreprendre moins d'initiatives seules. Un examen de conscience de notre part serait donc de rigueur.

Féminisme versus pacifisme

Bon nombre de militantes conçoivent le féminisme comme essentiellement pacifiste et plusieurs féministes se sont illustrées dans des luttes en faveur de la paix. Pensons à Solanges Vincent ou encore à Claire Bonenfant et le mouvement «Un F-18 pour la paix». Mais l'objectif du mouvement féministe d'éliminer toutes les barrières qui se dressent devant les femmes sur le marché de l'emploi n'entre-t-il pas en contradiction avec l'entrée des femmes dans les Forces armées canadiennes. Êtes-vous fière de cette récente décision d'un tribunal des droits de la personne parce qu'il faut assurer aux femmes les mêmes chances d'emploi qu'aux hommes? Ou êtes-vous plutôt de celles qui croient que le vrai pouvoir ne se trouve pas au bout d'un canon de fusil? Devrions-nous *escalader* la hiérarchie militaire pour imposer la paix? Et si nous décidions d'ignorer l'armée, ne laisserions-nous pas les hommes continuer à guerroyer? Faut-il vraiment être dans un lieu de pouvoir pour le modifier?

Le colloque de la FFQ: un moment de réflexion nécessaire

Les liens qu'entretiennent la FFQ et le mouvement féministe avec d'autres mouvements sociaux doivent être repensés. Reconnaissons qu'il y a des luttes de pouvoir ... mais cela ne doit pas nous empêcher de travailler de concert avec ceux et celles qui militent, comme nous, pour un monde plus progressiste. Reconnaissons que les difficultés sont multiples, que les solutions sont complexes et que nulle n'est tenue à la perfection. Mais de grâce, ne faisons pas l'autruche!

¹ Sexe et militantisme, Gingras, Maillé, Tardy, 1989

Les femmes sont-elles en retard par rapport aux changements technologiques?

par Madeleine Grégoire

CIAFT

La question de la **rapidité** et de la **complexité** des changements technologiques nous plonge parfois dans une espèce d'*état second* où nous nous sentons reléguées au statut de *prisonnières de la grotte* comme dans le *mythe de la caverne de Platon*.

En effet, nous savons que nous sommes à l'aube d'une mutation technologique radicale comparable à celle de la *révolution industrielle*, d'une mutation qui affecte déjà notre existence toute entière. Ainsi, nous sortons nos cartes de crédit et de guichet, *pitonnons* sur l'ordinateur, achetons des disques compacts, ouvrons la porte du micro-ondes, etc. Cependant, nous ne connaissons pas les véritables instigateurs de ces changements pas plus que leurs activités profondes; nous en voyons les manifestations, presque les *reflets*. Et, inlassablement, sur les murs de la caverne, nous voyons se profiler les deux *pointes d'un iceberg* comme deux gros navires qui s'avancent: **AUTOMATISATION** et **INFORMATISATION!**

À ces images s'ajoutent celles d'un certain ralentissement

économique et d'une exacerbation de la concurrence internationale qui ont peut-être accentué les faiblesses de l'économie québécoise. On dit que le Québec, comme d'autres sociétés, connaît une certaine pénurie dans les professions et les domaines reliés aux technologies de pointe. Mentionnons par exemple la biologie moléculaire, la chimie, le génie, l'informatique, la physique des matériaux. Or, malgré certains progrès importants, nous, les femmes, sommes sous-représentées dans ces occupations et dans bien d'autres. Tout un ensemble de facteurs nous a tenues éloignées des professions scientifiques et techniques, particulièrement dans les *sciences naturelles et appliquées*.

Et pourtant, depuis les trente dernières années, nous sommes entrées massivement sur le marché du travail, les valeurs et les comportements sociaux se sont modifiés, l'enseignement a subi certaines réformes. Entre 1971 et 1981, nous avons augmenté notre représentation dans les professions scientifiques et techniques. Cependant, la féminisation du marché du travail s'accomplit encore beaucoup par un renforcement de la position traditionnelle des femmes dans le tertiaire mais sans *diversification professionnelle marquée*. La grande majorité des femmes sont encore là mais cantonnées dans quelques catégories d'emploi seulement. Une bonne partie d'entre elles sont affectées dans leur emploi par l'avènement des nouvelles technologies en bureautique. Pour survivre, elles doivent se soumettre à un recyclage intensif sur le tas ou à des cours du soir pour un travail qui n'a jamais été reconnu à sa juste valeur et qui a toujours été sous-payé et sous-évalué. Leur compétence est systématiquement reléguée dans des catégories de support et de soutien par opposition à des catégories administratives ou professionnelles. On souhaite que les efforts consentis au dossier *équité salariale* à différents échelons se poursuivent et se multiplient pour apporter une reconnaissance professionnelle et monétaire à celles qui vivent, dans leur milieu de travail, l'envahissement des ordinateurs x, y, z des

nouvelles technologies en bureautique.

Mais il reste que l'emploi des femmes doit se diversifier et profiter du fait que les **occupations à caractère scientifique et technique sont ou seront en pénurie dans les années à venir**. Deux phénomènes nous permettent d'espérer que les femmes pourront intégrer de façon importante ces emplois.

Primo: la conjoncture indique qu'il existe à l'heure actuelle au Québec des **volontés** d'inclure une participation féminine importante dans le système scientifique et technique. Celui-ci est appelé à occuper une place centrale et stratégique dans le développement économique et ne peut se développer sans disposer des meilleures ressources humaines possibles. Pour fonctionner à son meilleur, le système scientifique et technique **devra** faire appel au **TALENT** des femmes et s'enrichir de leurs **CONTRIBUTIONS**. Il en va de l'avenir du Québec. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science a déjà pris des mesures pour la mise sur pied d'un vaste programme gouvernemental à cet effet.

Secundo: le mouvement de féminisation du marché du travail s'accroît rapidement et, selon les économistes, de façon irréversible. Donc le bassin de femmes prêtes à intégrer le marché du travail s'agrandit tous les jours.

Pour que les femmes s'intègrent facilement dans le secteur des emplois à caractère scientifique et technique, tellement d'efforts doivent être consentis de façon soutenue, à tous les échelons possibles et à tous les niveaux d'intervention. On pense notamment aux dossiers de la formation professionnelle, du plein emploi, des programmes d'accès à l'égalité, des programmes d'équité en matière d'emploi (programmes dont la mécanique d'application est si lourde). Des organismes d'orientation et de support pour l'entrée des femmes dans les métiers non traditionnels (dont un bon nombre sont à caractère scientifique et technique) devraient être multipliés. Les efforts

d'information et de sensibilisation des adolescentes du secondaire doivent être poursuivis. La naissance de réseaux de femmes travaillant

dans ces métiers doit être soutenue moralement et financièrement.

Nous profitons d'un début d'ère de visibilité par rapport aux femmes exerçant des métiers à caractère scientifique et technique. Il nous faut encourager ce courant, l'émergence de *modèles* stimulera celles qui hésitent à faire le pas.

Bref, il nous faut aussi trouver des pistes d'intervention innovatrices pour augmenter notre participation en science et technologie. Alors, nous pourrions collectivement *sortir de la caverne* et contempler en plein soleil non pas les reflets mais certaines réalités qui pourraient nous offrir un avenir meilleur. Nous aurons le choix!

Les femmes cadres et professionnelles, des modèles à imiter?

par Hélène Sarrasin

Dans le récit et l'analyse qui suivent, toute ressemblance avec des personnes vivantes est non fortuite.

Quand je suis partie, j'ai laissé sur le bureau de ma boss **Une femme de pouvoir ou une féministe au pouvoir?** ¹ Aussi peu d'habiletés à gérer du personnel aurait mérité une médaille. J'ai embrassé la collègue avec qui je travaillais avec tant de plaisir, en lui disant d'essayer d'en faire un peu moins, de penser plus à elle. Et je suis partie, soulagée. Parmi les femmes qui sont nos supérieures et celles qui sont nos collègues, combien peuvent nous servir de modèle aujourd'hui?

Gérer au féminin

Dans ses recherches sur les femmes cadres, Claudine Baudoux ² a montré que, généralement, les femmes fonctionnent de façon plus consensuelle et plus chaleureuse que les hommes. Elles possèdent en outre des qualités dans le domaine des communications, qualités qui sont valorisées dans les nouvelles tendances en gestion.

La question est de savoir comment s'inscrivent ces compétences nouvelles des femmes et leur conception des choses dans la structure des organisations. Autrement dit,

le leadership féminin s'intègre-t-il et modifie-t-il la structure même du pouvoir ou demeure-t-il en marge, contribuant uniquement au maintien de l'ordre actuel? Dans un article fort intéressant, Laufer ³ démontre que la progression des femmes cadres peut se faire dans des métiers nouveaux et en intensifiant la féminisation de certaines filières par exemple en information, relations publiques et gestion des ressources humaines. Laufer croit que, de cette façon, on aboutit à une neutralisation de la relation de pouvoir hommes-femmes à la fois dans l'entreprise et hors de l'entreprise en maintenant la femme dans une certaine subordination par rapport au pouvoir de décision. Plus près de nous, Monique Lefebvre-Pinard de l'UQAM partage les mêmes craintes.

Il faut prendre garde que cette maîtrise des habiletés interpersonnelles ne les cantonne dans certains ghettos ... et les amène à faire ce que d'aucuns ont décrit comme le travail social du management. ⁴

La deuxième hypothèse de Laufer est l'encouragement à la mixité à tous les niveaux. Dans ce cas, le problème du pouvoir se pose plus directement et, surtout, il se pose dans un contexte dont il faut tenir compte.

Féminiser l'organisation ou l'intégration de la différence

Choisir d'équilibrer la représentation féminine et masculine tel que nous l'illustreront les programmes d'accès à l'égalité implique une transformation complète des politiques de gestion des organisations, l'adoption de mesures concrètes de soutien aux femmes, autant en ce qui a trait au perfectionnement qu'à la parentalité, et un travail important en ce qui touche les mentalités. Mais plus encore, il faudra, pour atteindre une réelle intégration de la différence, que les qualités des femmes soient utilisées à l'intérieur même du processus de gestion pour recueillir l'information et la traduire en documents d'orientation, en budgets, en directives de travail, etc. En somme, comme le déclarait Monique Lefebvre-Pinard lors de sa communication: *Il faut que les personnes*

qui savent canaliser l'information soient aussi celles qui prennent les décisions et les communiquent à l'organisation dans laquelle elles oeuvrent.⁵

Les effets de la minorisation ... ou les circonstances atténuantes

Comment cependant arriver à cet objectif quand les femmes forment toujours la minorité des personnes en autorité? Selon le rapport Abella intitulé **Rapport sur l'égalité en emploi**, il est reconnu qu'en deçà d'un seuil de 20%, les femmes risquent de vivre dans un état de marginalité permanente. Et, à moins de constituer 40% d'un ensemble, tout groupe risque de ne pas avoir un impact très grand sur les décisions prises dans une institution. Il ne faut peut-être pas chercher beaucoup plus loin la cause du mimétisme de trop nombreuses femmes cadres. Baudoux a explicité ce phénomène:

Étant donné que les minoritaires possèdent des caractéristiques sociales différentes de celles de la majorité, ils accaparent l'attention. Ils jouent sur une scène perpétuelle, leurs agissements sont manifestes et leurs erreurs sont publiques. De plus, ils assument la responsabilité de représenter leur catégorie sociale, d'où découlent des pressions pour qu'ils augmentent leur rendement ainsi que la qualité de leur production. Toutefois, ce surplus quantitatif et qualitatif ne peut se manifester publiquement afin de ne pas humilier les dominants. Les minoritaires essaient donc de devenir socialement invisibles: ils se taisent dans les réunions, ils travaillent chez eux, ou ils sont absents lors d'événements publics ou dans des occasions où ils pourraient se faire valoir. Paradoxalement donc, les minoritaires doivent cacher leur succès et se montrer humbles. La soi-disant peur du succès attribuée souvent aux femmes est tout simplement une réaction réaliste par rapport à leur situation de minoritaires.⁶

Des professionnelles ou des femmes à bout de souffle ...

La première constatation à faire sur les femmes professionnelles est à l'effet que,

comme les femmes cadres, elles font partie du groupe des minoritaires et à ce titre, tel que l'ont révélé différentes études⁷, travaillent plus que leurs collègues masculins.

Deuxième constatation: les professionnelles ont peu de pouvoir sur leur qualité de vie au travail. Dans un bureau, la démarche des cadres est liée à la planification d'activités, à leur coordination et leur évaluation, tâches somme toute de décision et d'animation. Les professionnelles, de leur côté, sont avant tout des cerveaux. Leur principale source de motivation est l'intérêt qu'elles ont pour leurs dossiers et la valorisation qu'elles en tirent. Pour atteindre leurs objectifs, les cadres doivent bien s'entourer. Les professionnelles, elles, ont besoin d'un bon climat de travail, ce qui signifie une certaine marge d'autonomie et une reconnaissance tant à l'interne qu'à l'externe. Ces éléments, ce sont les gestionnaires et non les professionnelles qui les contrôlent.

Les femmes professionnelles, davantage que les cadres féminins, assument par ailleurs des responsabilités parentales dont, on ne le sait que trop, nos milieux de travail tiennent peu compte. Les femmes professionnelles apparaissent ainsi comme des femmes à bout de souffle, tiraillées entre les objectifs élevés qu'elles se fixent dans le travail et les exigences parentales à rencontrer et qu'elles voudraient sans incidence sur leur travail. Pour quinze minutes de retard le matin parce que le petit refusait de déjeuner, combien repartiront le soir avec du travail pour une heure?

Plus encore que les femmes cadres, les femmes professionnelles apparaissent donc comme piégées. Il leur faut manoeuvrer habilement au bureau et conserver un semblant d'équilibre pour la maison.

Les modèles actuels sont loin des rêves féministes. Les nouveaux modèles viendront de notre présence, de femme et de mère, de plus en plus importante dans tous les lieux de travail.

¹ Voir **Le syndicalisme à l'heure des femmes**. Brochure produite pour le 8 mars 1989 par l'Intersyndicale des femmes

² Voir entre autre **Demandées: directrices et femmes**. *Gestion*. Fév. 1988

³ Laufer, Jacqueline. *Sociologie du cadre féminin*. *Revue française de Gestion*. Nov. 1979

⁴ **Gérer au féminin ou gérer tout court**. Communication de Monique Lefebvre-Pinard présentée dans le cadre du colloque *Gérer au féminin ou gérer tout court*. 2 juin 1988

⁵ Ibid, p. 7

⁶ Baudoux, Claudine. **Où il sera question d'héroïnes**. Allocution présentée lors du colloque *Carrefour Égalité* 16-17 mars 1989

⁷ Voir entre autre Baudoux, C. **Demandées: directrices et femmes**, op. cit. et Carpentier, Renée et Claire Turcotte **Les filles et les formations non traditionnelles: de l'intérêt, mais beaucoup d'obstacles**. Gouvernement du Québec, MEQ. 1988

La consommation des services médicaux

par Maria DeKonnick et Francine Saillant¹

Nous avons affirmé (...) qu'il existait des inégalités face à l'accessibilité aux services de santé. Traditionnellement, il était convenu d'aborder cette question en terme de manques de ressources disponibles. À notre avis, les nouvelles données permettent d'affirmer qu'il existe des couches de population particulièrement visées par les services médicaux (on dit souvent *population-cible*). L'augmentation des ressources disponibles depuis l'implantation de la R.A.M.O. a donc bénéficié à certaines couches de la population et ce, tout en maintenant certaines inégalités.

Ces populations-cibles sont, par exemple, les femmes et les personnes âgées. Ceci veut dire qu'une femme ou une personne âgée a plus de chances qu'une autre personne de bénéficier des services médicaux. Ceci ne signifie pas qu'automatiquement, ces personnes recevront les services qu'elles désirent. De plus, il se peut que ces usagers privilégiés se tournent vers les ressources de type médical parce que simplement les autres ressources possibles ne sont pas offertes. Dans cette perspective, certaines couches de la population sont particulièrement exposées aux soins de nature médicale et les femmes forment globalement les 60% des consommateurs pour l'ensemble des services

dispensés en 1978 (R.A.M.O., 1979). Elles sont donc, par rapport aux hommes, surexposées aux services médicaux. Nous pensons qu'il existe à la fois une surdistribution et une surconsommation des services médicaux pour les femmes. L'analyse du mode d'usage des services chez les femmes nous fait voir qu'elles sont loin d'être les uniques responsables de cet état de fait et que le système actuel de distribution fait d'elles une clientèle privilégiée.

Plusieurs scientifiques ont tenté, depuis une dizaine d'années, d'expliquer ce phénomène. Un de ceux-là (Mechanic, 1975, 1976) et d'autres à sa suite (Verbrugge, 1976, Beresford et al., 1977) ont signalé que les femmes identifiaient plus rapidement leurs problèmes de santé que les hommes, les rapportaient plus fréquemment et savaient expliquer leurs symptômes avec plus de détails et d'emphase (Nathanson, 1977). Elles se rendaient ainsi beaucoup plus facilement chez le médecin dans des situations de malaises. Cette approche confirme la position occupée par les femmes pendant leur période de socialisation où elles ont été éduquées à se préoccuper de leur corps, mais dans un sens déterminé (apparence, fragilité, etc.). Cette préoccupation particulière est aussi due aux changements importants qu'elles ont à vivre pendant l'adolescence et au cours de leur vie reproductive. L'éducation des petites filles, qui les pousse à chercher facilement de l'aide devant les obstacles qu'elles rencontrent, peut aussi, à l'âge adulte, influencer sur l'utilisation actuelle des services.

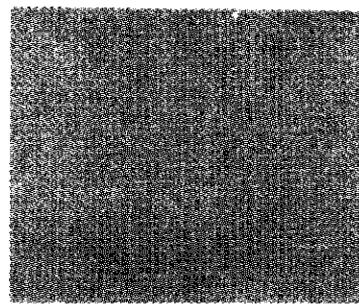
Malheureusement, cette approche ne fait ressortir qu'un aspect du phénomène qui nous intéresse. La socialisation des femmes a sûrement contribué à leur réponse massive devant l'offre intensifiée des services mais la relation entre les usagères et le système des services n'est pas une relation à sens unique, où seuls la position et le comportement des femmes contribueraient à leur utilisation imposante des services médicaux.

C'est à ce point que nous sommes en droit de nous

demander si on peut parler de surconsommation des services ou de surdistribution. Posée autrement, la question se reformulerait ainsi: dans quelle mesure la structure actuelle des services contribue-t-elle à la consommation des femmes et jusqu'à quel point en est-elle responsable?

Il faut par ailleurs s'interroger sur le bien-fondé d'une telle situation: l'exposition massive des femmes aux services médicaux est-elle souhaitable? Dans la mesure où elle ne permet pas une prise en charge, cette surexposition est condamnable et nécessite des mesures profondes dans le sens d'un changement de structures et des mentalités. En effet, cette surexposition implique un encouragement à la dépendance face aux médecins et s'avère coûteuse tant pour les usagères que pour l'État. Enfin, elle nécessite le maintien et le développement prioritaire d'une médecine hyperspécialisée au détriment d'une médecine douce, c'est-à-dire d'une médecine dont l'approche est axée sur le soutien des mécanismes de défense des individus, de préférence à l'intervention biochimique et chirurgicale.

¹ Extrait de l'Essai sur la santé des femmes, pp. 74-75. Conseil du statut de la femme, 1981



Plus d'enfants dans les familles québécoises, mais à quel prix?

par
Danielle Gauvreau

Centre interuniversitaire de recherches sur les populations (SOREP)

Université du Québec à Chicoutimi

En 1988, le niveau de fécondité au Québec fut de 1,47 enfant par femme, ce qui représente une certaine augmentation par rapport aux années précédentes. Ce résultat ne peut toutefois pas être imputé aux mesures natalistes contenues dans le dernier budget québécois, puisque tous les enfants nés en 1988 ont été conçus avant leur annonce... Est-ce à dire alors que le niveau de fécondité est en train d'augmenter sans qu'aucune mesure n'ait été prise en ce sens? On peut en douter, puisqu'il y a déjà eu récemment des cas de hausse qui n'ont pas empêché la tendance générale à la baisse de se poursuivre par la suite (en 1975 et 1979, par exemple). Tout au plus peut-on penser à une certaine stabilisation autour des niveaux récents.

Même avec 1,47 enfant par femme, le Québec compte parmi les pays qui ont la plus faible fécondité au monde. On sait que ce chiffre est bien insuffisant pour assurer le renouvellement de la population (2,1 enfants par femme). Faut-il s'en préoccuper et

tenter de modifier cette tendance? Et si oui, quel sera le prix à payer?

Il y a dans la situation actuelle des conséquences suffisamment négatives pour justifier une forme d'intervention en matière de population. On pense à la diminution du poids des francophones dans l'ensemble canadien, au vieillissement de la population, à la décroissance démographique... Mais attention! Dans ce domaine où bien des questions restent sans réponse et où les comportements sont liés à toute l'évolution d'une société, il faut faire preuve de beaucoup de réalisme et chercher aussi à s'adapter socialement à une situation nouvelle qui risque de durer.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a rien à faire. Car un peu partout, autour de nous, se posent de nombreux problèmes liés au fait d'avoir des enfants, des problèmes vécus par les familles et surtout par les femmes au sein des familles. Voilà une raison fondamentale de vouloir intervenir en matière de fécondité, en particulier pour réduire les pressions énormes auxquelles les femmes sont soumises dans leur double rôle de mère et de travailleuse. Les mesures qui seraient prises en ce sens ne pourraient d'ailleurs qu'avoir des effets positifs sur la natalité. Ces mesures concernent évidemment des services de garde adéquats, adaptés à la diversité des situations de famille et de travail; une protection réelle des femmes en matière de congé de maternité; la responsabilité domestique et parentale partagée entre les deux conjoints; une place réelle faite aux enfants dans notre société qui, de façon paradoxale, leur en fait de moins en moins à mesure qu'ils sont moins nombreux.

Dans la situation actuelle, le ton alarmiste de certaines interventions se fait pressant. L'urgence d'agir ne doit pourtant pas servir à cautionner n'importe quelle mesure à visée nataliste. Cette question est particulièrement importante pour les femmes qui sont les premières concernées en matière de reproduction. Les mesures dont il faut refuser de payer le prix sont les «mesures-bonbons» qui, comme dans le dernier

budget, jettent de la poudre aux yeux plus qu'elles ne solutionnent quelque problème que ce soit¹; toute mesure qui brime le droit au travail des femmes en les cantonnant dans leur rôle de mère; toute tentative d'industrialisation de la reproduction; toute réduction d'accès à l'avortement qui viserait à augmenter le nombre des naissances.

Toutes les mesures que nous pourrions adopter pour améliorer les conditions de reproduction de la population québécoise ont un coût. Un coût qui se chiffre en dollars, un coût qui sera élevé, mais qu'il est impossible d'éviter. Un coût d'un autre ordre aussi, sociétal pourrions-nous dire, qui remet en cause les valeurs sur lesquelles se fonde de plus en plus notre société. Autant dans nos attitudes face à l'idée d'avoir des enfants, que dans nos comportements au sein d'une société plus vieille où les enjeux économiques et sociaux se modifient rapidement. Ici comme quand il est question d'environnement, les valeurs à courte vue sont incompatibles avec les choix qui sont devant nous.

Pour les femmes, il y a des risques de recul dans les discussions actuelles autour de la dénatalité. Il y a aussi un coût à assumer, plus collectif toutefois qu'individuel. Et, surtout, il y a des gains potentiels énormes, si nous savons faire valoir nos exigences.

¹ Voir par exemple l'analyse qu'en font Renée B. Dandurand, Marianne Kempeneers et Céline Le Bourdais dans «Un budget familial», *La Presse*, 1, 2, 3 et 4 août 1988.

Vidéoclips: vendeurs de rêves et d'illusions

par Francine Senécal

Depuis quelques années, l'industrie de la musique populaire a trouvé un nouveau véhicule de commercialisation et de transmission d'idées et de messages: le vidéoclip.

Par le biais de la télévision, le vidéoclip pénètre dans les foyers et s'adresse directement à chaque personne. Ceci signifie pour les artistes une diminution des prestations statiques devant les caméras et une limite des tournées de promotion interminables. En effet, le vidéoclip constitue un véhicule de diffusion sans précédent et d'une efficacité rare. Cette efficacité s'explique par le fait que les vidéoclips sont construits sur un mode *parataxique*. C'est-à-dire que contrairement au mode *synthaxique* qui correspond à une série d'images ayant une suite logique et présentant une histoire, la *parataxe* correspond à une série d'images, de flashs n'ayant pas de liens entre eux et s'adressant directement à l'inconscient. C'est dans sa forme que réside la force et la portée des vidéoclips.

Le phénomène du vidéoclip a créé un engouement inégalé chez les jeunes. L'âge de la clientèle consommatrice de vidéoclips se situe en moyenne entre 12 et 24 ans et parfois moins. Les vidéoclips ont une

influence évidente sur les jeunes, tant en ce qui a trait à leur façon de se coiffer, de se vêtir, de s'identifier à un groupe à un autre que sur les valeurs et les idées à véhiculer.

Dès lors, on comprend l'importance du rôle des vidéoclips compte tenu des messages et images véhiculés. Une étude réalisée pour le Conseil du statut de la femme en mai 1988¹ est révélatrice à plusieurs égards. Un clip sur deux est sexiste. De ce nombre, 15% tombent dans la pornographie et 13% dans la violence. De plus, les clips sexistes durent en moyenne une minute de plus que les autres et sont généralement rediffusés plus souvent. L'étude du Conseil du statut de la femme donne aussi une idée des formes que prend le sexisme dans les vidéos. Ainsi, par les vidéoclips qui comportent des manifestations de sexisme, on note que:²

- 71% des femmes ont entre 18 et 25 ans
- 50% des milieux sociaux identifiés auxquels appartiennent les personnages féminins est un milieu riche et fortuné;
- 31% des fonctions occupées par les femmes sont des postes stéréotypés subalternes et 24% sont reliés à l'insolite ou l'interdit;
- 66% des gestes posés par les personnages féminins, autres qu'interprètes, ont une connotation sexuelle ou érotique;
- 81% des personnages féminins autres que les interprètes sont caractérisés par des attitudes ou des comportements qui les présentent dans une lumière plus négative que positive;
- 65% des relations entre femmes sont des relations d'opposition;
- 34% des relations des femmes avec les hommes sont des relations de soumission et 27% sont des relations de violence.

Ces données sont inquiétantes lorsqu'on pense que la grande majorité des femmes consomment des vidéoclips. Des changements s'imposent, à commencer par une prise de conscience du rôle des vidéoclips et ce, tant chez les jeunes que les parents.

¹ Baby, François et autres, **Sexisme dans les vidéoclips à la télévision**, mai 1988, Conseil du statut de la femme

² Ibid.

Qu'en disent les futurologues féministes?

par Ginette Busque

Si on aborde la question de la prospective sous l'angle des dossiers auxquels on donnera la priorité dans les prochaines années, on s'amuse par le fait même à chausser les lunettes des futurologues. Si la futurologie est une science exacte à laquelle quelques spécialistes seulement sont initié-e-s, il est évident que notre réflexion peut paraître prétentieuse. Si, au contraire, nous considérons que la futurologie est une science qui essaie d'envisager l'avenir à partir du présent, nous pouvons certainement tenter, nous aussi, de déchiffrer le code de la boule de cristal. Après tout, en matière de condition féminine, nous nous y connaissons un peu, n'est-ce pas? Et le fait que certains facteurs relatifs au développement scientifique, économique ou social puissent nous échapper ne doit pas nous empêcher de nous engager dans un exercice qui nous permettra, en bout de ligne, de préciser nos objectifs pour l'avenir. Penser aujourd'hui à ce que demain sera, c'est nous assurer notre place parmi les architectes de l'avenir. On ne veut pas jouer à deviner, on veut contribuer à façonner.

En toute logique, on peut présumer que les dossiers qui sont considérés aujourd'hui comme chauds continueront d'être prioritaires pendant quelques années, si ce n'est davantage. Par exemple, nous sommes loin d'être prêtes à tourner la page sur des problématiques comme l'équité salariale, les programmes d'accès à l'égalité, le plein

emploi, le réaménagement des conditions de travail en vue de permettre la conciliation des rôles de mère et de travailleuse, l'accès aux emplois non traditionnels et la participation des femmes aux pouvoirs économique ou politique. Il serait aussi utopique de croire que la violence conjugale puisse, d'ici le tournant du siècle, être déclarée phénomène du passé. Espérons cependant que la liberté de conscience des femmes sera intégralement respectée en ce qui a trait à la décision de mettre fin à une grossesse non désirée et en tout ce qui concerne le contrôle de leur corps.

On peut aussi présumer que les dossiers qui n'ont pas encore atteint leur pleine vitesse de croisière franchiront avec nous le cap de l'an 2000. La dénatalité, les politiques de population, la contraception, les technologies de reproduction humaine sont de ceux-là sans oublier, bien sûr, le dossier des maladies transmises sexuellement. Dénatalité - population - contraception - reproduction humaine - MTS, quel cocktail! Le seul fait de clarifier les enjeux, de mettre de l'ordre dans tout ça et d'éviter les contradictions constitue en soi un autre dossier.

Au-delà de ces champs d'intervention, à partir d'aujourd'hui et pour toute la suite du monde, les femmes devraient se sentir collectivement concernées par tout ce qui se rattache à la paix dans le monde, à la survie même de la planète. Notre intérêt profond pour la qualité de vie devrait faciliter notre engagement dans cet ordre de préoccupation. Nous devons remettre en question les concepts de développement en fonction desquels l'exploitation des ressources se solde par une destruction de celles-ci. Ce sera un défi pour nous de redécouvrir le sens du mot progrès.

À l'heure où les entreprises et les gouvernements sont lancés dans la mondialisation des marchés, le mouvement des femmes doit devenir beaucoup plus international. La solidarité peut franchir les limites de toutes les frontières pour peu que nous le voulions réellement. Ce n'est pas facile, je le sais. Cela peut, sans aucun

doute, paraître utopique. Mais nous allons manquer notre coup en matière de prospective si nous refusons d'ouvrir les yeux sur ce genre de réalité.

Je crois pour ma part que les femmes sont particulièrement bien préparées pour intervenir dans les domaines ci-haut mentionnés. En remettant en question notre propre situation dans la société québécoise et dans le monde en général, nous avons découvert notre capacité d'agir sur ce qui nous touche, de faire changer les choses autour de nous. Notre maturité, notre sens des responsabilités, notre respect de nous-mêmes et notre amour de la vie constituent la base la plus solide qui soit pour nous préoccuper de ce que nous léguerons aux générations futures. En fait, nous sommes infiniment capables de voir plus loin que le bout de notre nez.

Je voudrais ajouter que je crois aussi qu'à chaque étape nouvelle dans laquelle nous nous engagerons, nous aurons à travailler à la consolidation des acquis de l'étape précédente. Autrement, on risque d'entretenir la mode de la petite danse, un pas en avant, un pas en arrière. On ne va pas loin avec ça même si on a un regard à perte de vue.

Il y a donc du pain sur la planche pour toutes les féministes. Le fait d'avoir 20, 40 ou 60 ans peut évidemment influer sur la nature de la tâche spécifique à laquelle on a le goût de s'attaquer ainsi que l'énergie et le temps qu'on y consacrera, mais l'objectif global d'orienter et de changer les choses nous appartient à toutes. Nous pouvons toutes, d'ailleurs, être des futurologues féministes.

Moi, futurologue...
pourquoi pas!





1265, rue Berri
Bureau 820
Montréal
Québec H2L 4X4
(514) 844.7049

RÉALISATION

Production

Claire Bonenfant
Ginette Busque
Janou Gagnon
Catherine London
Monique Sauriol

Traitement de texte

Hélène Viau et Suzie Beaulieu

Infographie

Claudette Rodrigue

ISSN 0228-8478

Depôt légal Bibliothèque nationale
du Québec

Hommage posthume à Gabrielle Hotte

Ma chère Gaby,

Nous nous sommes connues au début des années cinquante, au tournant de nos vingt ans, alors que nous étions toutes les deux militantes dans la Jeunesse ouvrière catholique diocésaine de Montréal. Puis nous nous sommes retrouvées en 1970 à l'I.C.E.A., au Conseil supérieur de l'éducation de même qu'à la FFO.

C'est en te côtoyant et en cheminant avec toi à travers ces différentes formes d'engagement que j'ai découvert que ta préoccupation majeure était la justice sociale particulièrement dans le monde du travail. J'ai constaté aussi que c'est surtout par le biais de l'éducation que tu t'es impliquée auprès des travailleurs et travailleuses exploités-e-s, auprès des femmes en quête de conditions de vie plus équitables. C'est dans cette perspective d'ailleurs qu'en 1975, tu as mis sur pied, structuré et animé à la FFO, en collaboration avec Michèle Jean, les premières sessions intensives de formation sur le *Leadership* à partir desquelles nous avons ensuite élaboré

notre programme de formation *S'équiper pour agir*.

Ce qui m'a le plus impressionnée, Gaby, tout au long de ta démarche, c'est ta ténacité et ta fidélité à défendre tes convictions profondes. Que ce soit à la J.O.C., à la CSN, à l'I.C.E.A. ou à la FFO, tu as toujours travaillé avec acharnement à redonner fierté et dignité aux personnes utilisées pour le profit. C'est aussi ta curiosité intellectuelle et ton ouverture aux changements. Tu lisais beaucoup, tu aimais confronter tes points de vue avec d'autres, tu t'alimentais afin de mieux agir dans ton milieu.

Inévitablement, ta maladie t'a forcée à réduire tes activités de militante mais elle n'a pas réussi à détruire ton intérêt envers les luttes humaines, envers les luttes des femmes.

Merci, Gaby, pour ta précieuse contribution à la FFO.

Nous nous en souviendrons.

Denise Crête

Secrétaire provinciale
FFQ

ENTRE NOUS

Hélène Viau, **notre** secrétaire, celle sur qui on comptait en toute circonstance, assurées de pouvoir avoir en elle toute confiance, vient de nous quitter après plus de 3 années de continuité, de soutien et de collaboration.

En mon nom et au nom des autres membres de la FFO, je tiens à la remercier pour le support et les services rendus, et aussi pour le professionnalisme de son travail.

Mais ne soyons pas tristes... tentons plutôt de nous réjouir avec elle puisque Hélène nous quitte pour un travail un peu mieux rémunéré, un peu moins stressant, un peu plus *glamour*!

**Hélène, nous te souhaitons toutes
bonne chance et bon succès!**

Janou Gagnon

Responsable du
Comité des communications

Prochaine date de tombée:

22 mai

Prière de nous communiquer vos projets immédiatement pour nous permettre d'en planifier la publication dans nos numéros à venir, si nous en avons l'espace.

N.D.L.R.

Les articles que nous publions reflètent l'opinion de leurs auteurs et n'engagent qu'eux-mêmes.